

Anatoli Vichnevski*

LA RUSSIE POURRA-T-ELLE RELEVER LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE ?

La Russie connaît depuis longtemps une crise démographique, et c'est tout juste si elle n'est pas entrée aujourd'hui dans une de ses phases les plus dangereuses. Le cours défavorable que prendra l'évolution démographique dans les prochaines décennies est prédéterminé par les processus qui se sont produits tout au long du XX^e siècle. Même si les changements positifs dans les tendances de la fécondité et mortalité que l'on observe ces dernières années s'avèrent durables, on ne pourra y remédier que dans une faible mesure.

La première phase de la crise démographique russe s'est manifestée dès le milieu des années 1960 lorsque le taux de fécondité est descendu pour la première fois en-dessous du niveau de remplacement, et le pays est entré dans une période de dépopulation latente. En 1992, la dépopulation jusqu'alors latente est devenue apparente, l'accroissement naturel de la population a cédé la place à sa décroissance naturelle, annonçant l'entrée de la crise démographique dans une nouvelle phase, plus dangereuse (fig.1).

Cependant, jusqu'à ces derniers temps, les conséquences du déclin démographique avaient été atténuées grâce aux changements favorables de sa structure par âges, le pays avait reçu une sorte de « bonus démographique ». A présent, ce bonus est épuisé, à la nouvelle étape de l'évolution de la Russie la réduction naturelle de sa population ne disparaîtra pas mais cette fois-ci elle s'accompagnera de changements défavorables dans sa composition par âges. On ne peut rien y changer. Les prémices des aggravations futures (et qui se font déjà sentir) sont enracinées dans la pyramide des âges qui s'est déjà formée et qui prédétermine l'évolution défavorable des groupes d'âges les plus importants (fig.2).

* Anatoli Vichnevski dirige l'Institut de démographie, École des Hautes Études en Sciences Économiques, Moscou.

Fig. 1 : Taux net de reproduction et accroissement naturel. Les cercles gris indiquent le début de la 1^{ère} et 2^e étapes de la crise démographique

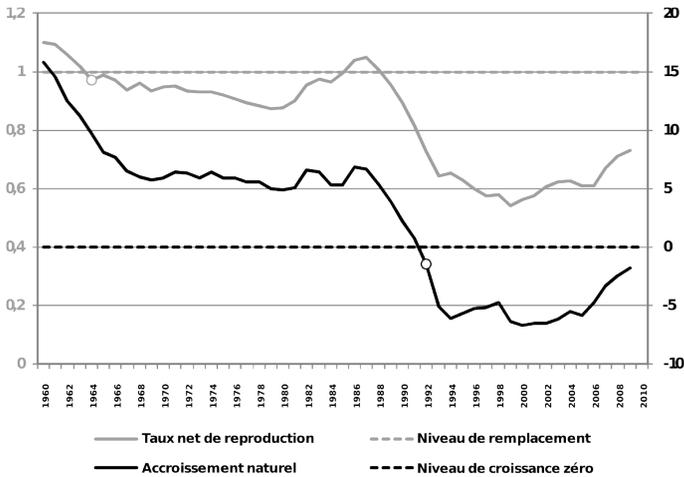
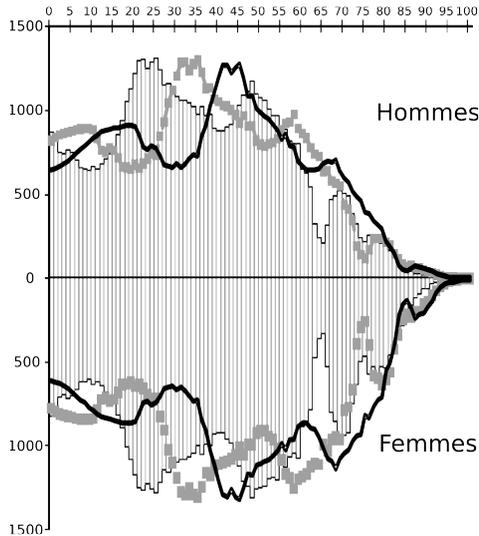


Fig. 2 : Pyramide des âges de la population de Russie, 2009. Pointillé gris – 2020, ligne noire - 2030



De là les grands défis démographiques auxquels il faudra trouver une réponse dans les décennies à venir : décroissement naturel de plus en plus fort et donc déclin général de la population russe, décroissement naturel de la population active, augmentation de la charge démographique sur la population active, vieillissement de la population, baisse du nombre des mères potentielles, important afflux d'immigrants.

Il n'existe pas de recettes fiables pour traiter tous les maux démographiques. Certains d'entre eux sont communs à la Russie et à

d'autres pays urbanisés, industriels et postindustriels, sont profondément enracinés dans le mode de vie moderne, et se prêtent peu aux changements même lors d'une politique démographique rigoureuse.

Cela se rapporte, en premier lieu, à la fécondité. L'évolution de la fécondité en Russie est depuis longtemps proche de celle qui existe dans la plupart des pays industrialisés. Ayant subi quelques fluctuations au début des années 1990, le taux de fécondité a légèrement augmenté au cours de ces dernières années. Mais, même en supposant que cette hausse se poursuive, elle ne pourra compenser la forte et brusque baisse du nombre des femmes en âge de procréer, entraînant une réduction inévitable du nombre absolu des naissances.

On observe actuellement un taux faible de fécondité et un nombre restreint des naissances (de l'ordre de 1,5-1,7 million par an contre 2,2-2,5 millions dans les années 1980) et c'est dans la période d'obtention d'un « bonus démographique », quand les conditions du point de vue de la structure par âges sont presque idéales. Le nombre absolu des femmes en âge de procréer en Russie (il a atteint en 2002-2003 son maximum historique de 40 millions) est grand comme jamais et la situation sur le marché du mariage est on ne peut plus favorable.

Toutefois, dans les années à venir, ces conditions favorables resteront dans le passé et on ne peut rien y faire. Depuis 2004, on observe une réduction du nombre des femmes en âge de procréer (15-49 ans) et d'ici 2015, il se réduira, par rapport à 2003, de plus de 5 millions et de plus de 7 millions vers 2025. Il est vrai que le nombre des femmes aux âges procréatifs les plus actifs (18-29 ans où l'on compte aujourd'hui de 75 à 80 % du total des naissances) a continué de croître. Mais, dès à présent, il commence à diminuer aussi et d'ici à 2015 il se réduira d'environ 2,7 millions et de 5,9 millions vers 2025 (fig. 3). Ces estimations sont valables pour toutes les variantes des prévisions, parce que toutes les mères potentielles de 2015, tout comme celles des années suivantes, jusqu'au milieu des années 2020, sont déjà nées.

En 2004, lorsque le nombre des naissances (1 502 000) a été le plus élevé pour toute la période entre 1992 et 2007, on comptait 37,7 naissances pour 1000 femmes de l'âge de 15-49 ans. Pour qu'il y ait le même nombre d'enfants nés pour le même nombre de femmes en âge de procréer, ce que l'on attend en Russie pour l'année 2025, cet indicateur devrait s'élever à environ 45,7 pour 1000. Toutefois, vu que le nombre annuel des décès pendant toute la période jusqu'en 2025 sera supérieure à 2,2 millions, les 1,5 millions de naissances ne suffiront pas en toute évidence. Pour que le nombre des naissances dépasse régulièrement celui des décès, il devra se maintenir à un niveau proche de 2 300 000 par an. Pour ce faire, compte

tenu du nombre de femmes en âge de procréer en 2025, il faudrait qu'il y ait en 2025, 70 naissances pour 1000 femmes de l'âge de 15-49 ans. Dès le milieu des années 1960, ce taux en Russie n'a pas été une seule fois observé; son apparition non pas en tant qu'épisode bref, mais en tant que valeur stable au cours des décennies à venir est peu probable, et donc tout aussi improbable est la disparition du décroissement naturel de la population.

Fig. 3 : Nombre de femmes en âge de procréer, en millions

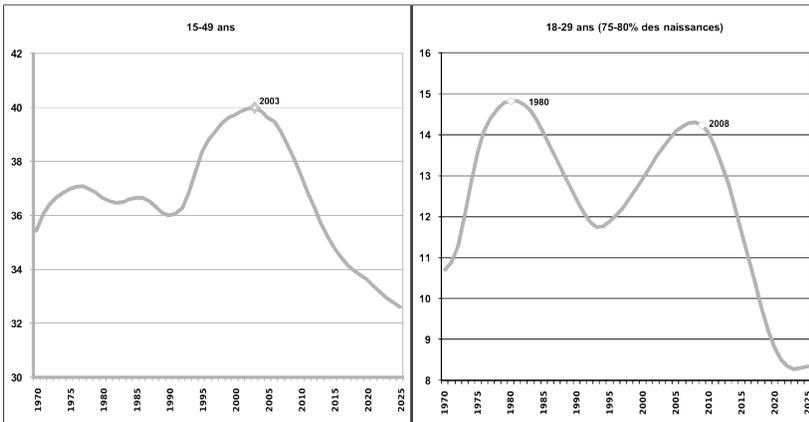


Fig. 4 : Indicateur conjoncturel dans quelques pays en 2008

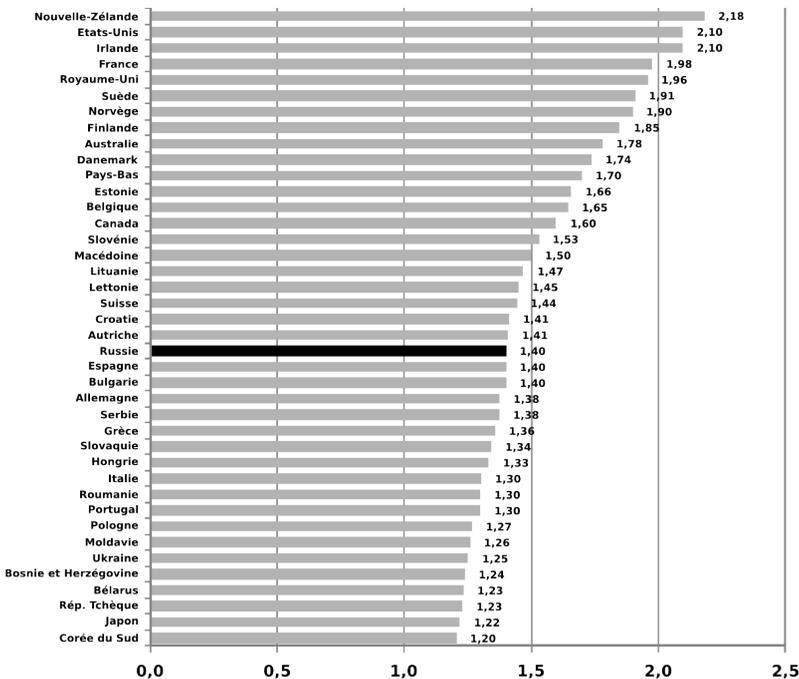
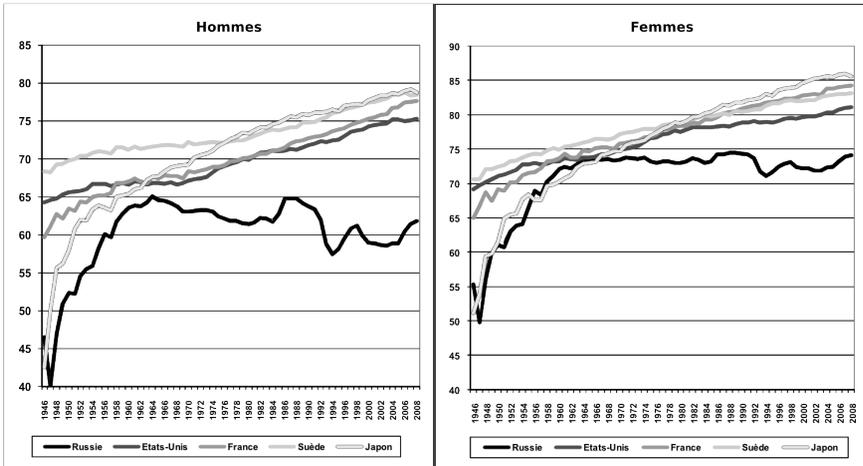
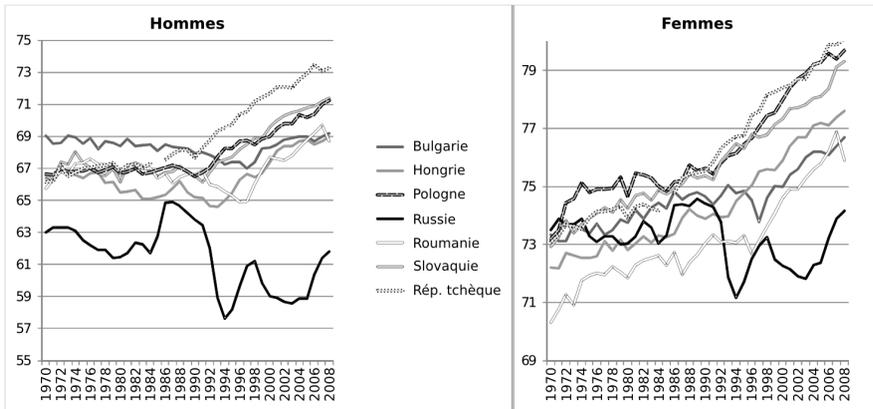


Fig. 5 : Espérance de vie à la naissance en Russie, en France, en Suède, aux Etats-Unis et au Japon, en années



La situation avec la fécondité en Russie est proche de celle que l'on observe dans la plupart des pays européens (fig. 4). Ce qui n'est pas le cas de la mortalité. Tant par le niveau de l'espérance de vie que par son évolution, la Russie diffère à son désavantage de la plupart des pays industrialisés (fig.5).

Fig. 6 : Espérance de vie à la naissance en Russie et dans quelques pays de l'Europe de l'Est, 1970-2008, en années



Fait marquant, le retard croissant de la Russie sur les pays de l'Europe de l'Est qui présentaient, au début des années 1990, des tendances similaires de mortalité (fig.6). L'expérience des pays de l'Est, dont certaines ex-républiques soviétiques, donne à penser que la crise de la mortalité qui sévit en Russie, en Union soviétique et dans tous les pays

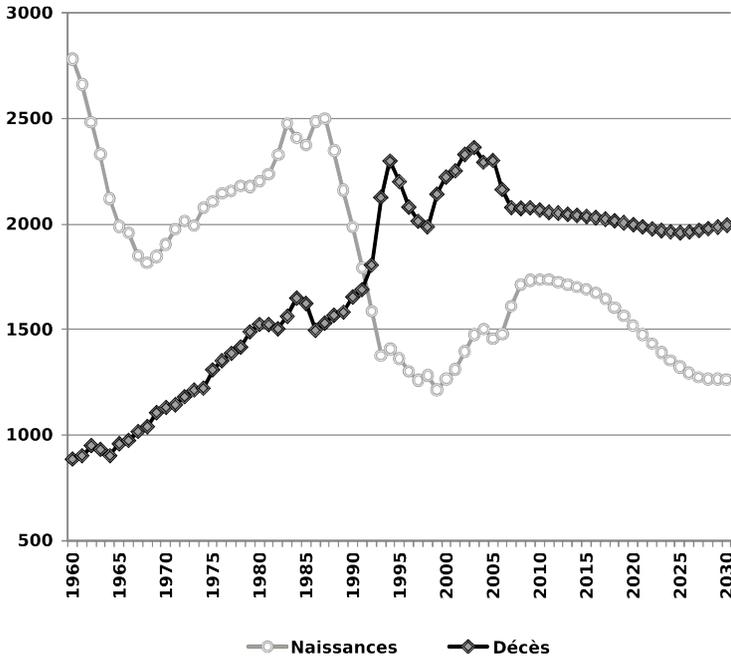
« socialistes » depuis le milieu des années 1960 et qui est de même nature, est par principe surmontable. Toutefois rien, malheureusement, n'indique qu'elle soit surmontée en Russie (et, peut-être aussi en Ukraine et au Belarus).

La Russie se trouve toujours au début de la seconde étape de la transition épidémiologique, quand les causes de décès de l'étiologie non infectieuse apparaissent au premier plan et que le comportement individuel des hommes acquiert un rôle primordial. Les priorités de la lutte contre la mortalité en Russie sont toujours associées aux efforts paternalistes du système de la santé publique, alors que les dépenses affectées à ce domaine sont très modestes. Par ailleurs les succès dans les pays, où ces dernières décennies la mortalité a rapidement baissé et l'espérance de vie a augmenté, s'appuyaient sur la hausse considérable des dépenses publiques et privées affectées à la protection et au rétablissement de la santé. Aux Etats-Unis la part des dépenses affectées à la santé dans le PNB est passée de 5 % en 1960 à 16,2 % en 2007 alors que le PNB même a connu une hausse sensible. Les 8 à 10 % du PNB affectés à la protection de la santé (provenant en grande partie du budget d'Etat) sont une norme habituelle pour les riches pays européens¹.

Quant à la Russie, elle dépense pour la protection de la santé une part bien plus modeste de son PNB. En 2008 les dépenses d'Etat pour la santé publique et la culture physique représentaient 3,7 % du PNB, soit le niveau des Etats-Unis en 1980. Mais aux Etats-Unis à cette époque-là 5,2 % du PNB étaient aussi versés à cette fin par les contribuables privés, ce qui fait que les dépenses globales affectées à la Santé s'élevaient à 8,8 %. En Russie les dépenses de la population pour les services médicaux en 2008, selon les sources officielles, ne représentaient que 0,6 % du PNB, donc les dépenses globales ne dépassaient pas 4,3 % du PNB. Ce faisant, après trois ans d'augmentation (2005-2007), elles se sont de nouveau réduites en 2008².

La mortalité en Russie se distingue en premier lieu par son niveau très élevé parmi la population adulte, de 15 à 60 ans. La mortalité par maladies cardiovasculaires aux âges relativement jeunes, ainsi que par causes externes principalement chez les hommes, est surtout élevée. Il est bien connu que, dans ces deux cas, l'abus d'alcool joue un rôle néfaste, mais jusqu'à présent, ce vice social n'est pas surmonté. La légère baisse de la mortalité que l'on a réussie à obtenir dans les dernières années (2005-2009) n'a pas amené de changements radicaux et ne permet pas de parler avec certitude que nous sommes en voie de surmonter la crise. L'espérance de vie en Russie est beaucoup plus basse que dans la plupart des pays développés et même dans de nombreux pays en développement.

Fig. 7 : Nombre de naissances et de décès en Russie, en milliers. Pour 2010-2030 – prévisions du Roscomstat, variante moyenne



Les indices de mortalité ont leur propre valeur indépendante en tant qu'indicateurs du bien-être social, mais leur importance démographique est aussi très grande. En Russie, le nombre élevé des décès augmente la décroissance naturelle de la population. Toutefois, dans les prochaines décennies, la réduction de la mortalité n'apportera qu'une contribution limitée à la réduction du décroissement naturel car elle sera confrontée à un vieillissement rapide de la population, ce qui entraînera inévitablement l'accroissement du nombre absolu des décès de personnes âgées.

Depuis 1992, lorsque l'accroissement naturel de la population est devenu pour la première fois négatif, et jusqu'au début de 2010, le décroissement naturel de la population de Russie représentait 13 millions de personnes, soit 8,7 % de l'effectif de 1992. Le décroissement a atteint son point culminant (958 000 personnes) en 2000 et n'a pas cessé depuis de diminuer, en 2009 il représentait 247 000 personnes. Toutefois, cette baisse est temporaire (conséquence du « bonus démographique » mentionné plus haut), le décroissement naturel ne tardera pas à reprendre de nouveau (fig. 7). En 18 ans (1992-2009) la réduction globale de la population de Russie a été considérablement moins importante que son décroissement naturel, car il été compensé pour près de la moitié (49 %) par la migration.

Depuis le début de la dépopulation qui a coïncidé avec l'effondrement de l'Union soviétique, les migrations internationales ont acquis en général un nouveau rôle démographique. Jusqu'alors, l'accroissement migratoire de la Russie dans ses frontières actuelles (grâce principalement à l'afflux des migrants des ex-républiques soviétiques) n'a pas grandement contribué au renouvellement de sa population. Jusqu'au milieu des années 1970, le solde migratoire a été en général négatif, puis le bilan des échanges migratoires a été remplacé par son contraire, le nombre des immigrés en Russie a dépassé le nombre des émigrés.

L'afflux des migrants, qui revêtait déjà alors, pour l'essentiel, un caractère de retour s'est accru après l'effondrement de l'URSS. Jusqu'à ces derniers temps, l'immigration définitive concernait pour l'essentiel le rapatriement des Russes et des représentants d'autres peuples autochtones de Russie, qui avaient autrefois quitté le pays, ou de leurs descendants (les deux tiers du solde migratoire de la Russie en 1989-2007 ans étaient des Russes et environ 12 % - d'autres ethnies de la Russie).

La vague de migration de retour n'a pas duré longtemps. Selon les statistiques officielles, sur les 6,3 millions de migration nette en 1992-2009, 4,5 millions (71 %) se rapportent aux années 1992-2000. Aujourd'hui, l'augmentation des migrations a retrouvé son niveau de 1992, soit moins de 300 000 personnes par an. Par ailleurs, la migration a changé de nature. La migration de retour semble avoir épuisé ses ressources, la période de rapatriement massif vers la Russie a pris fin.

C'est la migration de travail, fait courant pour de nombreux pays, qui prend aujourd'hui de plus en plus d'importance pour la Russie. Il en résulte un changement de la composition ethnique des migrants. La part des Russes dans l'accroissement migratoire général, qui s'élevait à 81 % en 1989-1992, 64 % en 1993-2000, 59 % en 2001-2004, 54 % en 2005, n'est plus que 44,2 % en 2006 lorsque les Russes se sont trouvés en minorité dans le flux de la CEI pour ne représenter que 32 % en 2007, soit le tiers de ce courant. Par ailleurs, les représentants des groupes ethniques autochtones des ex-républiques soviétiques ont fourni en 2006 à la Russie 31 % (35 500 personnes) du solde migratoire enregistré, et 47 % (92 200) en 2007. On voit, ce faisant, augmenter sensiblement la part dans le solde migratoire des groupes ethniques d'Asie centrale, des Ouzbeks, Tadjiks, Kirghiz... qui est passée de 1,3 % en 1993-1997 à 6,8 % en 2003-2007.

Le nombre des travailleurs migrants en Russie est estimé aujourd'hui à 6 à 7 millions de personnes. En période de forte baisse de la population aux âges actifs, la Russie aura besoin d'un nombre encore plus grand. Bien que la migration de travail soit considérée comme temporaire, une part importante des travailleurs migrants réside en Russie de façon pratiquement

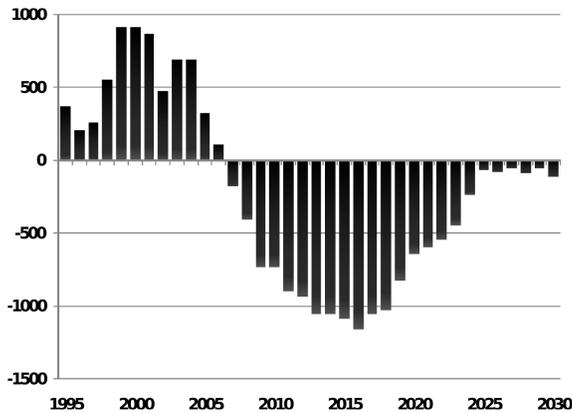
permanente. Cette dernière pourrait, à condition que soit appliquée une politique raisonnable, non seulement être une ressource économique mais aussi une ressource démographique considérable. Toutefois, la question est de savoir si la Russie est à même d'utiliser pleinement cette ressource, et cette question reste en suspens. Pour compenser au moyen de la migration la déperdition naturelle de la population, il faudrait accueillir chaque année un nombre de migrants égal à cette déperdition qui peut dépasser dans un proche avenir les 500 000 personnes par an. Accueillir tant de migrants n'est possible que si l'on arrive à faire changer l'opinion négative des masses à leur rencontre et créer des mécanismes permettant l'intégration efficace des migrants dans la société russe. Pour le moment ces deux conditions ne sont pas réunies. Mais si les possibilités de la migration comme ressource démographique ne sont pas utilisées, la population de la Russie continuera à diminuer.

A l'encontre de la migration internationale qui prend une plus grande importance démographique et économique, le rôle de la migration interne perd de sa portée. Ce type de migration, qui a servi de puissant instrument de redistribution de la population sur tout le territoire du pays, ne peut, de nos jours, remplir ce rôle. La raison en est l'achèvement du processus d'urbanisation qui a poussé, au cours du siècle dernier, de grandes masses de gens dans les villes en plein essor, le déclin démographique, les changements structurels dans la population, notamment la réduction de la proportion des jeunes, la partie la plus mobile de la population.

La soi-disant "dérive à l'Ouest" définit le paysage géographique des migrations internes dans la période postsoviétique, autrement le reflux des régions de l'Est du pays vers sa partie européenne, ce qui conduit à une réduction accélérée de la population des territoires qui ont toujours été peu peuplés. On observe parallèlement une concentration accrue des migrants dans les grandes villes, et surtout à Moscou et dans sa région.

Le rôle de la migration internationale augmentera vraisemblablement, non seulement pour des raisons démographiques mais aussi économiques. La Russie s'attend dans un proche avenir, en plus de la dépopulation générale, à une réduction de la population aux âges actifs. Selon les critères admis en Russie, on rapporte à l'âge actif les hommes de 16 à 60 ans et les femmes de 16 à 55 ans. Au cours des 5 à 6 dernières décennies, le nombre de la population active qui a été défini de la sorte a augmenté dans son ensemble malgré quelques fluctuations. Toutefois, cette période de croissance a pris fin. En 2006 et en 2007 la population active a baissé et ce n'est que le début de son déclin brutal et à long terme. Selon les prévisions, celui-ci pourrait être de 14 millions d'ici à 15 ans (fig. 8).

Fig. 8 : Accroissement et décroissement de la population en âge actif, en milliers



En conséquence, la charge totale des enfants et des personnes âgées pour 1000 personnes actives passera de 578 (niveau le plus bas enregistré en 2007) à près de 700 en 2015 et atteindra 822 en 2025 (respectivement 20 % et 41 %). La contribution des personnes âgées dans la charge totale, qui était 35 % environ déjà en 1970, s'élèvera à 55-60 %, ce qui posera de sérieux problèmes concernant le système de retraite du pays.

Dans son message à l'Assemblée Fédérale en 2006, Vladimir Poutine, alors Président de Russie, a défini le problème démographique comme « un des problèmes les plus aigus de la Russie contemporaine ». Cette définition n'est pas une exagération. Les défis démographiques sont multiples, ils deviennent de plus en plus graves, ainsi que les risques économiques et politiques qui y sont associés. Les moyens de sortir de cette situation ne sont pas clairs. La stratégie à long terme face aux défis démographiques, si indispensable à la société russe, reste encore à élaborer.

Notes :

¹ Statistical Abstract of the United States 1996. Washington, 1996, p. 111; Statistical Abstract of the United States 2010. Table128; pour les pays Européens - Base des données de l'OMS « Health for all » (HFA).

² Здоровоохранение в России 2009. Статистический сборник. М., Росстат, 2009.